

QDD.

**Question
de développement**

Synthèse des études
et recherches de l'AFD

JUIN 2021 | N° 49

Au Sahel, un développement économique et social bien réel

Observer les progrès réalisés jusqu'ici en matière de développement et saisir les enjeux clés pour la région

Fragilités et conflits constituent le prisme principal par lequel sont le plus souvent abordées les questions sahéliennes. La cristallisation du débat autour de ces enjeux bien réels conduit toutefois à restreindre l'analyse, alors que la région connaît par ailleurs des dynamiques positives. Tout en rappelant les vulnérabilités existantes, cette étude revient sur les progrès réalisés depuis les années 1990 au Sahel en matière de développement, ainsi que sur les défis persistants.

I. Des progrès évidents sur le front du développement humain depuis les années 1990

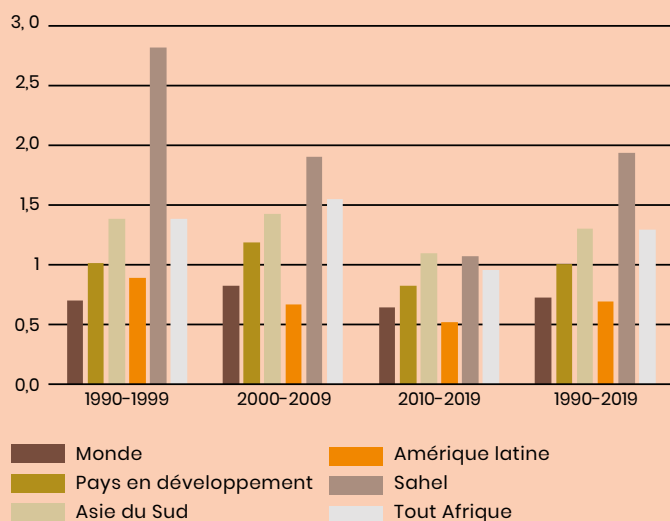
Une nette amélioration de l'Indice de Développement Humain

Entre 1990 et 2019, l'Indicateur de Développement Humain (IDH) du PNUD a fortement progressé dans la région du Sahel^[1]. À +1,9 % par an en moyenne sur la période, le rythme de progression de l'IDH a été trois fois plus élevé au Sahel qu'à l'échelle mondiale. Il a également davantage augmenté dans cette région que dans les autres régions en développement dans le monde (près de deux fois plus) – y compris celles d'Asie du Sud, d'Amérique latine et même d'Afrique.

Si la décennie 1990 a été particulièrement fructueuse du point de vue des progrès humains au Sahel, entre 2010 et 2019 également, les performances de la zone ont dépassé celles de régions comparables. Malgré cela, du fait qu'ils partaient en 1990 d'un niveau plus faible qu'ailleurs, les pays de la région restent encore mal positionnés dans le dernier classement IDH, de la 157^e à la 189^e place sur 189 pays (sauf le Cap-Vert, 126^e). Quatre pays, en particulier, occupent encore les dix dernières places du classement (le Niger 189^e, le Tchad 187^e, le Mali 184^e et le Burkina Faso 182^e).

[1] Sahel: Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Mauritanie, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau

Graphique 1 – Progression annuelle moyenne de l’IDH (en %) – Comparaison aux autres régions du monde



Source: PNUD / Calculs: AFD

Parmi les composantes du développement humain, la santé des populations sahéniennes s’est sensiblement améliorée depuis les années 1990. Ainsi, l’espérance de vie à la naissance est passée de 49 ans en moyenne en 1990 à 61 ans en 2018, soit un allongement de la durée de vie de douze ans, supérieur à l’allongement moyen en Afrique (dix ans). Ceci tient notamment à l’amélioration de l’accès aux soins et la réduction des maladies infectieuses et tropicales (comme le VIH ou le paludisme), même si de nouvelles maladies ont récemment fait leur apparition (hypertension, diabète). Ensuite, même si elle est élevée, la mortalité infantile a nettement diminué (de 215 décès pour mille en 1990 à 83 décès pour mille en 2019), plus que dans n’importe quelle autre région d’Afrique, traduisant les progrès réalisés en matière de nutrition notamment. Les ratios de sous-alimentation et de malnutrition restent cependant élevés (la sous-alimentation concerne encore une personne sur cinq au Sahel et la malnutrition touche un tiers des enfants de moins de cinq ans), mais ils ont été ramenés à des niveaux inférieurs à ceux observés dans des régions d’Afrique bien plus riches, comme l’Afrique australe (où le PIB par tête équivaut à trois fois celui du Sahel). L’effort n’est pas achevé, pour renforcer les systèmes de santé encore très fragiles de la région, mais ces avancées sont bien réelles. L’accès aux soins de santé maternelle en particulier devra être renforcé, le taux de mortalité maternelle se situant encore à des niveaux élevés par endroits (de 320 décès pour cent mille naissances au Burkina Faso à 1140 décès pour mille au Tchad).

Autre composante du développement humain, le revenu par tête a lui aussi nettement augmenté, d’environ 67 % par rapport à 1990, pour atteindre 885 dollars en moyenne en 2020. La région concentre encore principalement des pays à faible revenu mais trois pays sont parvenus à accéder au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure: le Cap-Vert, la Mauritanie et le Sénégal depuis 2010.

En parallèle, le taux d’extrême pauvreté – c’est-à-dire la part de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour – a reculé. Encore situé à 75 % dans les années 1990, il a été ramené à 41 % en 2018, un recul plus marqué que dans

n’importe quelle autre région du continent. Ainsi, bien que le Sahel présente le PIB par habitant le plus faible d’Afrique, ce n’est pas dans cette région que le taux de pauvreté est le plus important: il est en effet plus élevé en Afrique australe (43 %) et en Afrique centrale (63 %). L’accroissement des richesses qui a accompagné le développement de la région a donc bénéficié aux plus pauvres également. Pour cause, la région sahénienne se caractérise par un niveau d’inégalités de revenu – mesurées par l’indice de Gini – plus faible qu’ailleurs en Afrique (hors Afrique du Nord) et qui a reculé sur longue période. Mais comme ailleurs, les progrès accomplis sur le front de la pauvreté risquent d’être mis à mal par les effets de la crise de Covid-19. Or, le taux de pauvreté atteignait déjà avant la crise des niveaux élevés dans certains pays (67 % en Guinée Bissau, 50 % au Mali).

Des enjeux latents en matière d’éducation et d’emploi des femmes

En revanche, d’importants progrès restent à accomplir sur le front de l’éducation, troisième composante de l’IDH. Les indicateurs d’éducation au Sahel restent considérablement en retrait: le taux d’alphabétisation des jeunes a été doublé depuis la fin des années 1990 mais, à 51 % en 2018, il est nettement inférieur à la moyenne africaine (79 %). Surtout, il est très faible dans certains pays, comme au Tchad (31 %) et au Niger (40 %). De même, à 31 % en 2019, le taux d’achèvement du secondaire est le plus faible d’Afrique. La hausse des taux de scolarisation s’est par ailleurs accompagnée d’une baisse de la qualité de l’enseignement public, qui n’apparaît plus adapté aux emplois potentiels. Dans l’ensemble, le secteur de l’éducation semble souffrir d’un sous-investissement, alors même qu’il est au cœur des enjeux de la région.

D’autres indicateurs sociaux ou d’accès aux services de base montrent un profil équivalent, c’est-à-dire une progression remarquable sur longue période mais à des niveaux qui restent toujours bas: par exemple, l’accès à l’électricité a été multiplié par trois depuis la fin des années 1990 mais, à 33 % en 2018, il est très faible et inférieur à la moyenne africaine (56 %). Sa faiblesse plus marquée encore en milieu rural (17 %) témoigne d’inégalités territoriales fortes, les zones rurales étant plus souvent désavantagées par les choix publics en matière d’accès aux services (électricité mais aussi eau potable, éducation, santé). Or l’accès à ces services est un enjeu de développement économique également, notamment pour le maintien de l’activité productive. Les enjeux d’accès aux services de base sont accentués au Sahel par la forte croissance démographique que connaît la région, qui est la plus élevée d’Afrique (+3 % en moyenne par an). D’après les Nations Unies, la population sahénienne pourrait même doubler d’ici vingt-cinq ans. Cette croissance est due au maintien d’une fécondité élevée, alors que la mortalité est en baisse rapide et que l’accroissement naturel est très supérieur au solde migratoire. Le Sahel présente en effet le nombre moyen d’enfants par femme le plus important parmi les régions d’Afrique (5,5 en 2017). Surtout, ce nombre n’a que peu diminué en quarante ans (il se situait à 7,2 en 1980). En conséquence, les pays sahéniens vont devoir produire un effort plus important pour accompagner les besoins de leurs populations et surtout ceux de la jeunesse.

En 2050, plus d’une personne sur deux aura moins de 24 ans au Sahel. La jeunesse de la population est à la fois une opportunité – pour tirer profit d’une force de travail innovante et entreprenante et alors que les autres régions du monde font face à un vieillissement de leurs sociétés – et un véritable défi, notamment pour former cette jeunesse

et créer un nombre suffisant d'emplois pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. En 2019, le taux d'emploi des 15-24 ans ne représentait en moyenne que 46,6 %.

Outre la jeunesse, la place des femmes dans l'économie doit être renforcée. Si, les femmes sont bien une force vive au Sahel – fournissant 80 % de la main-d'œuvre agricole et jouant un rôle central dans la sécurité alimentaire et la résilience des sociétés –, les inégalités de genre restent très marquées et freinent leur autonomisation. Par exemple, le niveau d'éducation des femmes reste extrêmement faible puisque seulement 6 % des femmes de plus de 25 ans achèvent le premier cycle du secondaire. Surtout, leur participation au marché du travail est insuffisante: le ratio femmes/hommes de participation au marché du travail est de 73 % au Sahel contre 84 % en Afrique subsaharienne. Le cas du Niger est parlant, puisque le pays combine à la fois le nombre moyen d'enfants par femme à 6,7 le plus élevé au monde, et un niveau d'inégalités de genre parmi les plus criants: en 2019, il était classé 154^e sur 162 pays en termes d'égalité homme/femme selon les Nations Unies. Les inégalités de genre sont également marquées dans d'autres pays de la région, comme au Mali (158^e) et au Tchad (160^e).

II. Une croissance très dynamique, une transformation structurelle plus lente

Une des régions les plus dynamiques d'Afrique.

Depuis les années 1990, l'économie croît à un rythme soutenu, de +4,2 % en moyenne par an. Entre 2010 et 2019, la croissance économique a été plus importante encore, atteignant +4,8 % par an, soit l'un des niveaux les plus élevés d'Afrique. Comme ailleurs dans le monde, le Sahel n'a pas été épargné en 2020 par le choc lié à la crise de la Covid-19, mais alors que le reste du continent subissait une récession marquée (-1,5 %), le PIB de la région a à peine reculé (-0,4 %). Le FMI anticipe par ailleurs un rebond du PIB dès 2021 (+5,9 % par an en prévision sur 2021-2026).

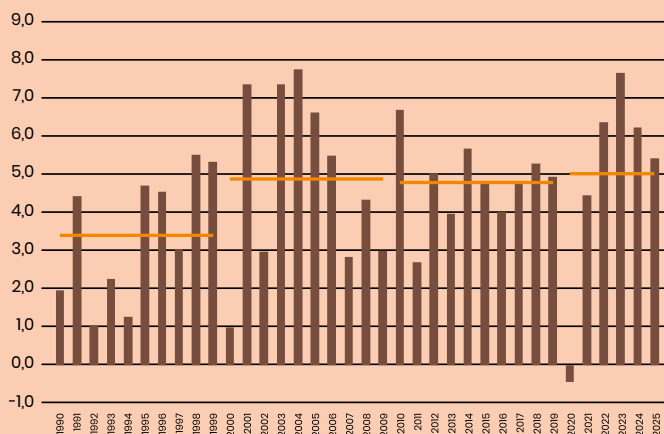
Plusieurs facteurs participent sans doute à ces bonnes performances: la bonne tenue de certaines filières clés (par ex. coton) et une pluviométrie favorable, des investissements élevés et des effets de rattrapage dans certains secteurs, la montée des cours de matières premières extractives qui comptent pour la région (par ex. or), l'existence de zones moins exposées aux enjeux sécuritaires et un endettement modéré.

Accélérer la transformation structurelle

Néanmoins, bien que le PIB sahélien ait quadruplé entre 1990 et 2020, la structure des économies sahéliennes a peu évolué. Ainsi, le secteur des services continue de représenter près de la moitié de la valeur ajoutée totale et l'industrie moins d'un quart (à peine plus qu'en 1990). Le poids du secteur agricole reste très important, autour de 30 % en 2019 (contre 33 % en 1990), soit deux fois plus que son niveau moyen en Afrique. La structure des exportations de biens reflète également l'importance de l'agriculture pour la région, puisque les exportations d'aliments et de produits agricoles bruts constituent près de la moitié des exportations totales (3,5 fois plus qu'en moyenne en Afrique). Surtout, plus d'un habitant sur deux au Sahel vit de l'agriculture (et trois habitants sur quatre au Niger et au Tchad).

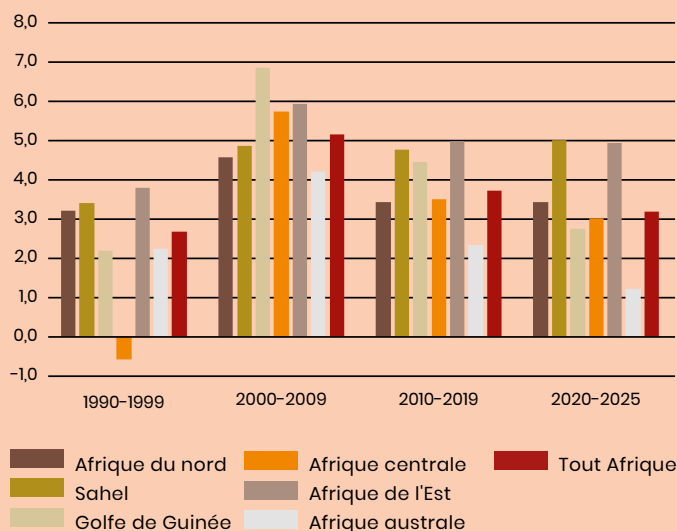
Outre l'accélération de la transformation structurelle, le développement de l'agriculture est donc crucial pour

Graphique 2 - Progression du PIB réel (en %) - Grand Sahel



Source: FMI / Calculs: AFD

Graphique 3 - Progression du PIB réel (en %) - Comparaison aux autres régions d'Afrique



Source: FMI / Calculs: AFD

répondre aux grands défis de la région: i) défi alimentaire, dans un contexte de croissance de la demande liée aux dynamiques démographiques; ii) défi socio-économique, dans des territoires où la fragilité sociale et la persistance de la pauvreté imposent la création d'emploi et de valeur ajoutée; iii) défi environnemental, compte tenu de la pression croissante exercée sur les ressources naturelles. Au-delà, le secteur agricole offre des opportunités en matière de diversification et d'industrialisation (dans l'agroalimentaire par exemple), à mêmes de favoriser la résilience des économies, par la transformation locale des produits bruts. D'autant que l'urbanisation que connaît la région crée un marché pour cette production: le taux d'urbanisation est passé de 19 % en 1980 à 33 % en 2019. Le développement du secteur agricole devra néanmoins tenir compte des effets du changement climatique, notamment pour la formulation de politiques publiques adaptées.

En attendant que la structure des économies du Sahel évolue et qu'elles développent une base exportatrice plus solide leur permettant de réduire leur déficit courant (autour de 8 % du PIB en moyenne en 2017–2019 et jusque 12 % au Niger et en Mauritanie), la mobilisation d'appuis extérieurs restera cruciale. Le Sahel est la région d'Afrique recevant le plus d'aide publique au développement relativement à la taille des économies (7 % du PIB en moyenne) et les transferts de la diaspora sont également soutenus (6 % du PIB). La faiblesse des investissements directs étrangers en revanche (moins de 4 % du PIB en moyenne, surtout dirigés vers les pays riches en ressources extractives), reflète un environnement encore peu favorable aux affaires : six pays de la région sont classés dans les 40 dernières places du classement *Doing Business* de la Banque mondiale, même si trois pays parviennent à faire mieux que la médiane africaine (le Sénégal 123^e, le Niger 132^e et le Cap-Vert 137^e). Au-delà du développement de l'attractivité économique, le soutien à la compétitivité et aux initiatives locales sera également clé pour faire émerger le secteur privé sahélien.

III. Une résilience des sociétés mais une gouvernance qui reste fragile et qui contribue à la vulnérabilité de la région

Depuis 2012, le Sahel est en proie à une montée des conflits, synonymes à la fois de destruction de vies humaines et d'infrastructures, d'instabilité politique et sociale et d'incertitudes accrues, qui entravent l'investissement et les perspectives de croissance à long terme. Ces conflits résultent en premier lieu des carences de la zone, notamment l'insuffisante présence de l'État dans des pans entiers du territoire, qu'alimentent le manque de perspectives économiques et sociales et les dégradations environnementales. Les conséquences humanitaires sont majeures et ont été aggravées par la crise de Covid-19 : selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le nombre de déplacés internes a augmenté en 2020 au Sahel pour atteindre 2,2 millions de personnes (dont la moitié environ au Burkina Faso, 20 % au Tchad, et 15 % au Mali et au Niger), soit quatre fois plus qu'en 2019.

Dans ce contexte, les mesures visant à renforcer la gouvernance sont fondamentales, même s'il existe dans ce domaine des disparités fortes entre les pays de la région. Ainsi, le dernier classement Mo Ibrahim de la gouvernance africaine classe le Sénégal en 9^e position sur 54 pays africains tandis que le Tchad est 47^e. Mais globalement, la capacité des États sahéliens et de leurs administrations à assurer les services publics de base et à encadrer leurs ter-

ritoires est très limitée – comme en témoigne notamment le faible nombre d'agents de l'État rapportés à la population (3 à 10 pour 1000 au Tchad, au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali et au Niger contre 160 en Norvège par exemple). Face à cela, les sociétés sahéliennes font preuve de résilience et s'organisent pour disposer de « services publics » minimums (centres de santé gérés par les habitants, écoles communautaires, etc.) mais cela ne peut être suffisant.

Les conflits pèsent également sur les finances publiques des pays de la région, à travers la réduction des recettes (diminution de l'assiette fiscale) et de la hausse des dépenses militaires. En 2019, ces dernières représentaient en moyenne 8,7 % des dépenses totales des pays du Sahel, soit le niveau le plus élevé parmi les régions d'Afrique. L'endettement s'est accru avec la crise de Covid-19 mais reste modéré (56 % en 2020 contre 66 % à l'échelle de l'Afrique). Cependant, les marges additionnelles étant limitées – cinq pays de la région sont classés en risque élevé de surendettement d'après le FMI et la Banque mondiale et quatre pays sont en risque modéré –, la hausse des dépenses militaires se fait au détriment des dépenses sociales et de développement, ce qui accentue encore la fragilisation des économies due aux conflits. Face à cela, des marges de manœuvre existent et consistent notamment à améliorer la mobilisation des recettes intérieures – les recettes budgétaires constituant seulement 17 % du PIB en moyenne en 2019 –, et accroître l'efficacité de l'investissement public.

Conclusion

Les dynamiques à l'œuvre dans le Grand Sahel et les progrès accomplis sur le front du développement montrent bien que la région ne peut être réduite à une seule zone en crise. Comprendre ces progrès est essentiel pour mieux saisir les défis restants. Ensuite, pour répondre à ces défis, au moins cinq leviers d'action semblent prioritaires : I) l'amélioration de la gouvernance grâce au renforcement de la capacité de l'État et au soutien à la société civile ; II) la prévention et l'endiguement des conflits violents, à travers notamment une approche croisant les regards des acteurs de la diplomatie, de la défense et du développement ; III) l'autonomisation des femmes et des filles, pour des sociétés sahéliennes plus égalitaires ; IV) le soutien à la jeunesse, à travers le développement d'une éducation et d'une formation professionnelle de qualité et un accès favorisé au numérique ; V) l'appui à la structuration de filières agricoles et l'appui au développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat. Agir sur ces leviers sera clé pour pouvoir exploiter pleinement le potentiel de la région et lui permettre d'accéder à une paix et un développement durables.

Références bibliographiques

BOSSARD, L. (2017). « Intégrations économiques, migratoires et sécuritaires au Sahara-Sahel : diagnostics, perspectives et politiques ». Paris : CSAO-OCDE

FERDI (2015). « Allier sécurité et développement Plaidoyer pour le Sahel », Paris : FERDI.

FMI (2019). « Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne ». Washington, D.C. : FMI.

Directeur de la publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Melonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation Comme un Arbre !

Agence française de développement (AFD)
5, rue Roland Barthes | 75012 Paris | France
Dépôt légal 2^e trimestre 2021
ISSN 2271-7404 | © AFD
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD.

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.